

## Jeanneney Jean-Marcel

Publié le 21 novembre 2012 par Roger Cousin



Jean-Marcel Jeanneney, né le 13 novembre 1910 à Paris et mort le 17 septembre 2010 dans la même ville, est un homme politique français. Franc-comtois d'origine, il est le fils unique de Jules Jeanneney, président du Sénat de 1932 à 1942. Licencié en lettres, diplômé d'économie à l'École libre des sciences politiques (1936), docteur en droit et agrégé de sciences économiques, il a enseigné aux universités de Grenoble et de Dijon. Il participe activement à la création de l'Institut d'études politiques de Grenoble en 1948, et en est même considéré comme le fondateur. Il enseigne comme professeur de politique économique à l'Université de Paris I à partir de 1970 et entre à la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP). Il participe en 1981 à la création de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), et le préside jusqu'en 1989.

Marié à Marie-Laure Monod, il est le père de huit enfants (5 filles et 3 garçons), dont Jean-Noël Jeanneney, ancien président de Radio France et de la Bibliothèque nationale de France. De 1944 à 1946, Jean-Marcel Jeanneney est directeur de cabinet de son père, ministre d'État dans le Gouvernement provisoire de la République française. Il participe au comité Rueff-Pinay, réuni en 1958 par Jacques Rueff pour étudier la réforme économique française. Ministre de l'Industrie et du Commerce, puis seulement de l'Industrie, dans le gouvernement [Michel Debré](#) (1959-1962), **il est ensuite ambassadeur et haut représentant de France en Algérie (juillet 1962 - janvier 1963), le premier après l'indépendance. Le 17 juillet 1962, il est retrouvé sur la plage de Sidi Ferruch après avoir été enlevé et sodomisé par le FLN.** Il est nommé au Conseil économique et social en 1964, puis occupe les fonctions de ministre des Affaires sociales du 8 janvier 1966 au 31 mai 1968, dans les gouvernements [Georges Pompidou](#) III et IV. Lors des élections législatives de juin 1968, il est élu de justesse député (UDR) de l'Isère contre [Pierre Mendès France](#).

Il est ministre d'État dans le gouvernement [Maurice Couve de Murville](#) (1968-1969), chargé du dossier de la régionalisation et la réforme du Sénat qui est repoussé lors du référendum du 27 avril 1969 et entraîne le départ du général [de Gaulle](#) de la présidence de la République. Il assure ensuite l'intérim au ministère de la Justice pendant quelques semaines. De 1967 à 1989, Jean-Marcel Jeanneney est maire de Rioz (Haute-Saône). Il siège également à l'assemblée départementale de la Haute-Saône, qu'il préside de 1970 à 1971. Il prend peu à peu ses distances vis-à-vis de la majorité

qui soutient [Georges Pompidou](#), déclarant notamment ne plus croire au « gaullisme sans de Gaulle ». Le 9 novembre 1971, il démissionne de l'UDR et rejoint l'année suivante le Mouvement réformateur de Jean Lecanuet et Jean-Jacques Servan-Schreiber.

Il apporte son soutien à [François Mitterrand](#) au second tour de l'élection présidentielle de 1974. Il vote également pour le candidat socialiste en 1981, mais sans prendre position publiquement, en raison de ses « relations amicales avec [Raymond Barre](#) ». Après la victoire de la gauche, il est représentant personnel du nouveau président pour la préparation du sommet des pays industriels à Ottawa. En 2007, il appelle une nouvelle fois à voter pour le candidat du Parti socialiste dans une lettre adressée au Nouvel Observateur et relayée sur le site de Ségolène Royal. Il meurt à Paris le 17 septembre 2010, deux mois avant ses cent ans.